

lqj.uliege.be

Islam de Belgique

15-19 minutes

Entre 600 et 800 000 musulmans vivent aujourd'hui en Belgique, sans doute davantage depuis l'arrivée de réfugiés syriens et irakiens. En 2016, à l'instigation du ministre Jean-Claude Marcourt, un Institut de promotion des formations sur l'islam fut mis en place afin de favoriser un islam adapté au contexte démocratique belge et européen. Qu'en est-il aujourd'hui ? Conversation à bâtons rompus sur ce thème entre deux Belges spécialistes de l'islam, Radouane Attiya et Kenan Görgun.

Radouane Attiya, d'origine marocaine, a étudié le droit musulman à Médine, en Arabie saoudite. À son retour, en 2000, il a officié pendant une dizaine d'années comme imam itinérant. Diplômé en droit et principologie islamiques, titulaire d'un master en langues et littératures anciennes, orientation orientales (UCLouvain), il termine une thèse en philologie orientale à l'ULiège sur des manuscrits du XIV^e siècle encore évoqués par la mouvance salafiste. En 2018, il a été nommé directeur de l'Institut de promotion des formations sur l'islam.

Kenan Görgun, dont la famille est originaire d'un petit village d'Anatolie centrale en Turquie, est né à Gand. Très tôt, il se tourne vers la littérature et publie nouvelles et poèmes. Il écrit ensuite pour le théâtre et signe le scénario de séries télé. Il est également l'auteur de plusieurs romans qui évoquent, par exemple, l'émigration (*Anatolia Rhapsody*) et la contestation en Turquie (*Rebellion Park*). Son dernier opus, *Le second disciple*,

premier tome d'une trilogie, plonge le lecteur au cœur d'une cellule terroriste dans la commune de Molenbeek à Bruxelles.

Le Quinzième Jour : Comment définiriez-vous l'islam ?



Radouane Attiya : C'est un ensemble de croyances et de pratiques, un système religieux, un monothéisme radical aux motifs d'adhésion multiples qui embrasse aussi des langues, des cultures, des valeurs, des normes.

Kenan Görgun : Pour moi, l'islam, c'est la toile de fond de mon enfance. Mon père était imam, il m'a appris à lire le Coran, il m'a inculqué le sens de la prière. Il m'a aussi transmis des valeurs, des attitudes, et j'ai grandi en les respectant. Mais l'islam, c'est aussi la troisième religion du Livre, héritière des deux premières, juive et chrétienne, et qui a un socle commun avec elles. On ferait bien de s'en souvenir, je trouve, notamment au Proche-Orient : les juifs et les musulmans ont un bagage historique et théologique communs.

R.A. : Nous avons en effet un legs commun avec les Juifs ainsi qu'avec d'autres communautés, des racines identiques. Hélas, ces réalités sont gommées par des idéologies radicales dans lesquelles se reconnaissent très peu de fidèles.

K.G. : Il y a 30 ans, la pratique de l'islam en Belgique était

apaisée, peu contraignante, très peu démonstrative. Il s'agissait d'une affaire privée, familiale, d'une foi qui ne relevait que de l'individu dans son rapport singulier avec Dieu. La génération de mes parents désirait s'insérer dans le pays d'accueil sans se faire remarquer. Depuis les années 2000, on assiste au contraire, dans la communauté turque notamment, à une volonté d'affirmer son appartenance religieuse aux yeux de tous, ce qui a des incidences dans le quotidien : voyez l'essor des produits et des épiceries "halal" !

LQJ : *Le "halal" s'affirme en quelque sorte ?*

R.A. : Le mot "halal" désigne ce qui est permis, ce qui est conforme à la norme islamique. À l'origine, c'est un concept métaphysique, une prérogative du "divin" qui seul délimite les frontières du "pur", du "licite", notamment sur des questions de morale, de comportement. À l'inverse, ce qui est illicite et donc interdit est "haram".

J'aime rappeler que, à leur arrivée sur le sol belge dans les années 1970-1980, les citoyens d'origine marocaine s'approvisionnaient auprès des boucheries juives (casher) et ce, en parfait accord avec les autorités musulmanes qui estimaient que la nourriture des juifs et des chrétiens était "halal", à l'exception du porc et de l'alcool. sous la pression des fondamentalistes musulmans, le "halal", qui concernait l'abattage rituel des animaux, s'est progressivement – et assez récemment – étendu à toute l'alimentation et même aux produits cosmétiques ! L'obsession de la pureté a gagné les esprits et un glissement sémantique et doctrinale a projeté cette notion dans tous les aspects du quotidien. La logique libérale s'est facilement emparée de cette dérive et a donné naissance à un véritable marché "halal" mondialisé (il y a maintenant des rayons "halal" dans les supermarchés), ce qui participe à faire des musulmans des

citoyens “à part” dans la société. La “halalisation” d’un pan important de nos actions humaines pousse actuellement des communautés musulmanes à se replier sur elles-mêmes, à se “ghettoïser”.



K.G. : La religion, autrefois du domaine privé, intime, s’affiche, se revendique aujourd’hui et devient un marqueur d’appartenance à une communauté particulière. Les individus se sentent donc à la fois intégrés en Belgique et membres d’une communauté turque, marocaine ou autre. Cette situation n’est guère confortable et elle cause, inévitablement, des tensions et des conflits intra-familiaux.

R.A. : La question de l’interdit fait peser une chape de plomb sur les musulmans. C’est une forme d’orthopraxie, c’est-à-dire l’impérieux devoir de conformer ses actions, ses pensées, ses gestes selon des codes prescrits par la loi islamique, la “charia”. L’exacerbation de l’islam questionne en fait le “vivre ensemble” : jusqu’où peut-on aller dans la revendication en vivant dans un pays européen, démocratique et tolérant vis-à-vis des convictions religieuses ?

LQJ : *L’Institut de promotion des formations sur l’islam que vous dirigez a justement l’ambition de favoriser un islam de Belgique.*

R.A. : La Belgique a besoin de se réappropriier l’islam sur son sol

afin de faciliter la gestion du culte. Vous savez, les tensions entre l'Église et l'État ont construit notre État moderne. On l'a un peu oublié, mais l'islam jusqu'au XV^e siècle était présent en Andalousie et il façonne les Balkans depuis cinq siècles. En Europe, il existe une véritable myriade de communautés musulmanes, principalement maghrébine et turque, rejointes depuis peu par des migrants fuyant l'Irak et la Syrie. Quel sera leur avenir en Belgique ? Il faut un projet politique, social, culturel et religieux validé par une politique institutionnelle. C'est l'objectif de l'institut : susciter un islam compatible avec les valeurs de la démocratie. En soutenant la formation des cadres musulmans, l'institut pourrait offrir une structure solide à l'islam belge. C'est un premier pas vers une "modernisation" de l'islam en Occident.

K.G. : Je pense profondément qu'il faut revoir le rapport du musulman envers sa religion. sans peur, sans soumission. Qu'il faut promouvoir un rapport décomplexé à sa foi, plus créatif aussi. Nous devons reprendre le fil de notre bagage culturel, nous réinsérer dans une "continuité lumineuse", revendiquer un "islam de lumière" cher à Rachid Benzine [ndlr : islamologue, romancier marocain]. Pour cela, nous devons rendre les mosquées indépendantes de toute influence extérieure. D'où le besoin d'un "islam de Belgique", loin de la mainmise des pays d'origine sur les communautés immigrées.

R.A. : Au total, on compte en Belgique entre 300 et 600 imams – dont 100 seulement sont "reconnus" par le ministère de la Justice – et près de 700 professeurs de religion islamique en Fédération Wallonie-Bruxelles, guère plus diplômés sur les questions liées à la théologie. La formation pionnière en théologie et en didactique du cours de religion islamique, au sein de l'UCLouvain, en partenariat avec l'Exécutif des musulmans de Belgique (EMB), ne pallie pas l'indigence de la formation de la plupart des "cadres" et

a des conséquences néfastes, car la connaissance lacunaire du référent islamique donne lieu à des interprétations “sauvages” des textes et fait le lit des propos fanatiques. L’institut soutient et finance actuellement plusieurs projets de formation dans les milieux académiques.

K.G. : Le problème n’est pas l’islam – le passé a montré que cette religion était capable du meilleur, tant pour la société que pour les personnes – mais bien la façon dont la société interprète le Coran et entend faire respecter les préceptes. En ce début de XXI^e siècle, les artistes, les journalistes, les intellectuels turcs sont menacés et contraints au silence ! L’islam n’est pas un obstacle à l’épanouissement de soi, mais son instrumentalisation l’est.

Aujourd’hui, la façon dont les Turcs de Belgique perçoivent et vivent leur religion est colorée par ce qui se passe au Proche-Orient ou en Turquie. C’est d’autant plus vrai que le gouvernement d’Istanbul s’est “ré-approprié” la diaspora turque. Ce que je veux dire, c’est que la réalité sociale, politique, religieuse turque a une influence en Belgique, par le truchement des mosquées et des centres culturels notamment. Le personnage central de mon roman [ndlr : *Le second disciple*] en est bien conscient et essaie de soustraire sa foi à cette emprise, dans une volonté de renouer avec l’essence même du message du Prophète, notion qu’il évoque à plusieurs reprises. Effort qui, au demeurant, ne sera pas forcément du goût de ses “frères musulmans”. Dans la suite de la trilogie [*La tribu perdue* et *De chair et de foi*, à paraître en janvier 2021], j’évoque aussi les migrations et le rôle-clé que joue la Turquie sur la scène internationale, tant vis-à-vis de l’Europe que de la syrie, en s’appuyant sur le fait religieux. Il s’agit de fiction bien sûr, mais l’analyse proposée à partir d’éléments tangibles est, je le pense, parfaitement crédible.

R.A. : L'Institut a aussi pour but d'apaiser les rapports et, globalement, de couper court à l'influence étrangère sur son sol. Mais parallèlement, il existe une grande ouverture internationale basée notamment sur les échanges commerciaux. L'équilibre n'est pas facile à trouver. Je note quand même que les ponts ont été coupés avec l'Arabie saoudite. La Grande Mosquée de Bruxelles était un repaire wahhabiste (proche de la doctrine salafiste dont un courant prône la lutte armée) et les pouvoirs publics ont heureusement réagi. Mais il faut enclencher un mécanisme d'auto-défense : ce sont les musulmans eux-mêmes qui doivent rompre avec certaines influences étrangères. La grande difficulté n'est pas d'ordre religieux mais d'ordre culturel : la diaspora fait partie intégrante du pays d'origine. Elle entretient un rapport charnel avec sa langue, avec les arts culinaires. C'est un processus naturel, mais cela freine l'intégration. Dois-je m'insérer dans la culture locale ou conserver ma culture d'origine ? Le conflit de loyauté est permanent ! De ce point de vue, il faut noter que la communauté musulmane dans son ensemble s'est ralliée au pres- crit du confinement. Le ramadan – moment d'abstinence mais aussi de partage, de solidarité, de rencontres – et la fête de l'Aïd el Kebir qui rompt la période du jeûne, ont été vécus discrètement, presque silencieusement, partagés avec les proches à distance via internet et les réseaux sociaux. Avec tristesse. Mais ce fut aussi l'occasion, pour l'Union des mosquées de Liège, par exemple, de participer à l'effort collectif en versant 50 000 euros à l'hôpital CHR de la Citadelle à Liège.

LQJ : *Nous sommes loin du terrorisme, de la radicalisation que vous abordez dans votre roman.*

K.G. : Effectivement. Dans mon projet, je voulais comprendre comment de jeunes gens entre 25 et 30 ans, issus d'un milieu populaire et métissé, s'engagent dans le terrorisme ; comment,

pour changer le monde, ils envisagent de propager la peur et la mort. Le radicalisme inquiète beaucoup la communauté musulmane qui se montre clairement réprobatrice à son endroit. J'espère avoir réussi à expliquer les mécanismes qui conduisent aux attentats et à démasquer leur carburant. J'interroge la foi, notamment, l'interprétation des textes brandie par les uns et les autres pour tout justifier : la foi du converti, la foi du prisonnier, la foi qui alimente une vision politique mais qui peut être brutalement remise en cause au moment de passer à l'acte. La thématique habite chacun de mes personnages, le doute aussi. Dans le premier tome, même la mère d'Abu Brahim (qui le soutiendra pourtant indéfectiblement), lorsqu'elle contemple son fils, se pose beaucoup de questions sur sa religion. L'ambiguïté est partout et les débats agitent la cellule djihadiste confrontée à l'hypocrisie. J'ai essayé de comprendre pourquoi et comment le monstre qui est en chacun de nous peut parfois se libérer pour semer la désolation et entamer l'engrenage fatal de la violence.

R.A. : Nous n'avons pas vu éclore cette violence. Nous n'avons pas voulu voir cette violence narrative. Et nous sommes poussés à croire de manière schématique que l'Occident a promu l'esprit critique et l'Orient, un dogmatisme menaçant. Certes, les prédicateurs, les imams aussi séduisent : ils ne débattent pas.

K.G. : Aujourd'hui, la télévision, le web permettent de regarder des séries turques partout dans le monde. Les musulmans apprécient aussi d'écouter les prédicateurs à la mosquée... ou sur You Tube ! Cette nouvelle forme d'islam s'apparente à l'évangélisme américain ! Certains prêches prônent la lutte contre les anciens dominateurs (ce n'est pas un phénomène nouveau : en Europe, dans les années 1970, la bande à Baader et les Brigades rouges, sur un plan politique, ont également défié l'État les armes à la main). Il est clair que la guerre entre l'Iran et l'Irak

ou le conflit israélo-palestinien, pour ne prendre que deux exemples, ont donné naissance à une martyrologie qui a engendré les kamikazes.

R.A. : Pourtant, le suicide est condamné dans l'islam et les actes terroristes le sont davantage encore. L'idéologie des Frères musulmans a profondément modifié les choses : ils ont fait du suicide une mission religieuse ; ils ont mobilisé un corpus religieux pour légitimer des actes barbares. Il s'agit d'une instrumentalisation lâche de l'islam, converti en islamisme.

Institut de Promotion des formations sur l'Islam

À l'issue des travaux de la commission chargée par le ministre Jean-Claude Marcourt de favoriser un "islam de Belgique", l'Institut de promotion des formations sur l'islam voit le jour en octobre 2017. Principal objectif : promouvoir la formation des imams, des professeurs de religion islamique, des acteurs socioculturels, des conseillers islamiques – visiteurs en hôpital, en prison, dans les Instituts publics de protection de la jeunesse, etc. – afin de favoriser un islam adapté au contexte démocratique belge et européen. Un islam moderne capable, en respectant les autres traditions religieuses et la laïcité, de travailler au "vivre ensemble" générateur de paix.

« L'État n'a évidemment pas vocation à former des imams, précise Radouane Attiya. L'enseignement théologique doit être du ressort de l'Exécutif des musulmans de Belgique (EMB), mais le cursus doit aussi comporter des cours de langue et une formation civique. »

Outre l'inventaire des formations existantes et le soutien à de nouvelles créations, l'Institut prépare la mise en place d'un bachelier en sciences religieuses et sociales, puis d'un master en théologie musulmane.

Par ailleurs, il met en place une chaire interuniversitaire d'islamologie qui devrait voir le jour en janvier 2021. « *Notre objectif est de réunir des professeurs de sciences humaines et sociales des universités francophones afin de proposer une formation pluridisciplinaire sur le fait islamique. Actuellement, nous mettons en place un programme sous forme d'un certificat accessible aux cadres musulmans et à toutes celles et ceux que cette matière intéresse. Notre ambition est de proposer un enseignement de niveau universitaire, indépendant de toute idéologie religieuse ou autre que l'on rencontre parfois dans les formations proposées dans certains lieux de culte et le tissu associatif musulmans* », conclut Radouane Attiya.

⇒ informations sur le site www.ipfi.be (accessible en septembre).